

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 - 2015

CLINIQUE INTERNATIONALE DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS DE L'UQAM



UQAM

Illustration: Marva Repac



TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA DIRECTRICE.....	3
10 ANS À FAIRE LA DIFFÉRENCE!	4
PRÉSENTATION DE LA CIDDHU	5
COHORTES D'ÉTUDIANT.E.S.....	6
DOSSIERS-CLIENT	7
CONFÉRENCES	11
LES ÉTUDIANT.E.S CHEZ NOS PARTENAIRES.....	13
ÉQUIPE D'AVOCAT.E.S.....	15
NOUVELLES RECRUES	19
CASE MANAGERS.....	20
COORDONNATRICE.....	22
NOUVEAU SITE WEB DE LA CIDDHU	22
FINANCEMENT	23

MOT DE LA DIRECTRICE

Chères et chers ami.e.s de la CIDDHU,

C'est avec beaucoup de fierté que la Clinique internationale de défense des droits humains célèbre ses 10 ans d'existence cette année. Ce rapport annuel 2014-2015, que j'ai l'honneur de vous présenter, marque la dixième année d'activités de la CIDDHU : 10 ans d'enseignement clinique, 10 ans de formation d'une relève engagée, 10 ans de collaboration avec nos partenaires à l'international, mais surtout 10 ans à faire la différence en défendant les droits humains.

Ainsi, au courant de l'année 2015-2016, nous aurons l'occasion de souligner les exploits de ces 10 ans et d'apprécier l'impact que nos étudiantes et étudiants ont eu sur la protection et la promotion des droits humains à travers leurs mandats CIDDHU.

Ce rapport dresse le bilan de l'année 2014-2015, qui confirme, une fois de plus, que la CIDDHU continue à s'investir et à s'impliquer dans certains champs d'expertise – les droits des migrants, les droits des femmes, la responsabilité sociale des entreprises – et que nous demeurons fidèles à notre mission première : offrir un soutien concret et pratique à nos partenaires. Que ce soit pour aider une ONG guinéenne à faire le suivi des mesures étatiques pour la prévention de la torture, assister une ONG canadienne à documenter le manque d'accès aux soins de grossesse et d'accouchement des femmes migrantes ou pour guider des entreprises privées en matière de participation citoyenne dans le cadre de projets de développement – la CIDDHU se fait un devoir de répondre aux besoins réels de nos partenaires et de développer des outils sur mesure pouvant améliorer la protection et la promotion des droits humains. De plus, l'année ne manquait pas d'occasion pour les étudiantes et les étudiants d'assister nos partenaires dans leurs procédures devant les instances internationales ou de contribuer à l'élaboration d'une stratégie pour le faire ultérieurement.

Certaines de nos réalisations de l'année 2014-2015 se trouvent déjà sur le tout nouveau site web de la CIDDHU qui a été réalisé avec l'aide du Carrefour technopédagogique de l'UQAM. Nous aimerions chaleureusement remercier tout le personnel du Carrefour qui a contribué au développement du site, et particulièrement Mme Marina Caplain, pour leur soutien et leurs conseils. Je vous invite à consulter régulièrement ce nouveau site, auquel nous comptons ajouter nos plus récentes réalisations ainsi qu'un blogue portant sur le droit international des droits humains.

Finalement, je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué au travail accompli par la Clinique en 2014-2015 : nos étudiantes et étudiants, notre coordonnatrice sortante, Andréa Rousseau, nos avocates et avocats, nos professeurs et nos partenaires. Il s'agit non seulement de nos partenaires sur le terrain qui nous font confiance en nous octroyant des mandats stimulants, mais également de nos partenaires institutionnels – la Fondation de l'UQAM, la Faculté de science politique et de droit, le Département des sciences juridiques, le Service des communications de l'UQAM et les Associations étudiantes – et de nos donateurs, qui soutiennent notre travail de formation clinique et de défense des droits humains. Merci à vous toutes et tous!

Bonne lecture et au plaisir de célébrer les 10 ans avec la grande « famille CIDDHU »,

Mirja Triloch



10 ANS À FAIRE LA DIFFÉRENCE!

Cette année, la CIDDHU est fière de célébrer son 10^e anniversaire en tant que pilier dans le domaine de l'enseignement clinique. Depuis sa création en 2005 par le professeur Bernard Duhaime et la chargée de cours Carole Hilling, la CIDDHU n'a jamais cessé de se développer et de faire croître son expertise en matière de litige et de plaider international dans tous les domaines des droits humains.



*de défense
des droits humains*

À ce jour, la CIDDHU a contribué à la formation de pas moins de 300 étudiant.e.s du Baccalauréat en droit international et relations internationales, du Baccalauréat en droit et de la Maîtrise en droit international et en droit et politique internationale.

Le lancement du **Rapport annuel 2014-2015** marque le début des célébrations des 10 ans de la CIDDHU qui s'étendront sur toute l'année 2015-2016. Pour cette occasion, une série d'évènements sont prévus au calendrier afin de souligner ce passage important pour la CIDDHU.

Événements à surveiller pour l'année 2015-2016:

Tout au long de l'année académique 2015-2016, la CIDDHU vous présentera, sous la bannière des 10 ans, une série de **conférences** portant sur les droits humains.

La prochaine conférence à noter à votre agenda aura lieu à la fin du mois de novembre 2015. Pour l'occasion, nous aurons le plaisir de recevoir chez nous le professeur Ludovic Hennebel, Professeur et titulaire de la Chaire d'excellence de droit international des droits de l'homme et droit global A*MIDEX de l'Université Aix-Marseille. Il est également le directeur de la Clinique doctorale de droit international des droits de l'homme d'Aix-Marseille et un spécialiste de droit international des droits humains et des systèmes régionaux et universel de protection des droits humains.

Au printemps 2016, nous vous inviterons à un **événement bénéfique** avec un.e artiste invité.e. Venez célébrer avec nous et aidez-nous à lever des fonds pour que la CIDDHU puisse continuer à défendre les droits humains dans les années à venir!

Au mois de mai 2016, nous vous proposerons un événement scientifique d'envergure : un **Colloque international sur l'impact de la recherche clinique sur le développement du droit international** réunira des professeur.e.s et des praticien.ne.s de différents milieux cliniques à l'UQAM

Pour plus d'informations, surveillez notre site web : cidhdh.uqam.ca.



PRÉSENTATION DE LA CIDDHU

La **Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU)** est une activité académique menée par des équipes d'étudiant.e.s sous la supervision directe d'avocat.e.s-professeur.e.s, dans le cadre de laquelle sont entreprises diverses initiatives de promotion et de protection des droits de la personne. Depuis sa création, la CIDDHU a ainsi collaboré avec plus d'une quarantaine d'organisations non gouvernementales réparties sur quatre continents.

À travers ses projets, la Clinique a développé une expertise dans divers domaines d'importance, dont les droits des peuples autochtones, les droits des femmes et des enfants, les droits des migrants et migrantes, la lutte contre l'impunité, la sanction des violences sexuelles, ainsi que dans la défense des droits humains dans un contexte d'exploitation des ressources naturelles.

Première clinique de droit international des droits de la personne du genre au Québec, la CIDDHU permet aux étudiant.e.s de s'impliquer directement dans le traitement de véritables dossiers de défense des droits humains, d'acquérir une expérience pratique de la défense des droits humains et de se familiariser avec les défis méthodologiques et éthiques que ce travail engagé implique. L'approche clinique, alliant la réalité à la théorie, offre une perspective nouvelle et nécessaire à la compréhension des enjeux liés à la protection des droits des personnes, des groupes et des peuples dans un contexte de mondialisation.



MISSION
Promouvoir et défendre les droits humains en appuyant les actions de la société civile en ce sens, tout en contribuant à la consolidation de la démocratie de par le monde.

MANDAT
Former des étudiant.e.s à la pratique du droit international des droits de la personne par l'entremise de l'enseignement clinique
Offrir un soutien gratuit aux victimes de violations des droits humains et à leurs défenseurs



COHORTES D'ÉTUDIANT.E.S

AUTOMNE 2014



HIVER 2015





DOSSIERS-CLIENT

AUTOMNE 2014

- **Créer un manuel pour les ONG guinéennes luttant pour les droits humains**

Suivant les Observations finales 2014 du Comité contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants des Nations Unies (CAT) portant sur la République de Guinée, le *Centre guinéen pour la promotion et la protection des droits humains* (CPDH) a mandaté la CIDDHU afin de créer un manuel de monitoring. Ce manuel a pour objectif d'aider les ONGs guinéennes à faire le suivi de la mise en œuvre par l'État des recommandations du CAT. Pour ce faire, l'équipe a conçu un guide qui explique les standards internationaux applicables, les mesures de suivi appropriées ainsi que les indicateurs qui permettent d'évaluer les progrès accomplis par l'État pour chaque recommandation. Également, des outils ont été mis à la disposition du partenaire pour l'aider dans la supervision de l'application de ces mesures.

- **Dénoncer les violations systématiques des droits humains dans les prisons haïtiennes**

Ce mandat, débuté à l'hiver 2014, a été poursuivi par une autre équipe à l'automne de la même année. En collaboration avec un partenaire local, le *Réseau national de défense des droits humains* (RNDDH), deux équipes successives ont eu pour mission de dénoncer les problèmes systémiques en Haïti en matière de détention préventive. Pour ce faire, elles ont développé une plainte modèle pour une instance de supervision des droits humains. La plainte permet de dénoncer les conditions de détention ainsi que le non-respect des droits procéduraux et des garanties judiciaires de détenus. Ce modèle pourra servir de base au partenaire dans son travail d'appui aux détenus ou ex-détenus haïtiens. L'équipe a également œuvré à la réalisation d'un questionnaire permettant de guider le partenaire lors de la collecte des données nécessaires à l'utilisation de la pétition.

- **Analyser les lois canadiennes en matière d'immigration pour promouvoir les droits des travailleurs étrangers**

Ce projet a été réalisé en partenariat avec *Global Workers Justice Alliance*, une ONG new-yorkaise faisant la promotion des droits des travailleurs et travailleuses migrant.e.s. Le mandat concernait le processus de recrutement des travailleurs et travailleuses migrant.e.s guatémaltèques souhaitant travailler au Canada via le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET). Ce processus est assuré par des entités privées; certains ont rapporté, au fil du temps, la mise en place de pratiques abusives de recrutement. Ainsi, au cours du semestre d'automne 2014, l'équipe a produit deux rapports. Le premier, intitulé *Documenting Abusive Recruitment Practices on Guatemalan Temporary Foreign Workers in Canada*, visait à recenser, en fonction des informations disponibles, les pratiques de recrutement qui ont cours au Guatemala afin de comprendre la





logique de sous-traitance et d'interdépendance entre les acteurs procédant au recrutement. Dans le deuxième rapport, *Temporary Foreign Workers' Recruitment: an Analysis of the Canadian Regulatory Framework*, l'équipe a documenté la législation canadienne en matière de droit de l'immigration et de droit du travail concernant le recrutement. À la limite posée par la portée territoriale des lois canadiennes, des recommandations ont été produites en matière de régulation.

- **Préparer un recours international pour les Dominicains et Dominicaines d'origine haïtienne face à la violation de leur droit à la nationalité et à la personnalité juridique dans un contexte de discrimination systématique à leur égard**

Bien qu'existant depuis longtemps, la discrimination systémique des Dominicain.e.s d'ascendance haïtienne en République dominicaine a pris un tournant majeur en septembre 2013 lorsque la plus haute instance du pays a statué que toute personne née depuis 1929 de parents en situation irrégulière avait été inscrite à tort dans le registre civil. Cette décision, qui touche majoritairement des Dominicain.e.s d'ascendance haïtienne, a été suivie par l'institution d'un plan de régularisation, qui prévoit une procédure pour régulariser le statut des Dominicain.e.s considérés comme étant en situation irrégulière. La procédure prévoit des critères d'évaluation peu ou pas accessibles aux Dominicain.e.s d'ascendance haïtienne étant donné leur situation de vulnérabilité socio-économique dans le pays. Suite au dernier mandat réalisé pour le compte de ce partenaire, qui avait pour but d'analyser et d'évaluer les différents recours internationaux possibles, l'équipe s'est penchée l'automne dernier sur la rédaction en espagnol d'une pétition à soumettre devant une instance internationale de protection des droits humains.

- **Rédiger un mémorandum juridique sur le droit de manifester seul et le droit de propriété d'organes**

Dans un premier temps, le mandat a consisté à faire une recherche au sein de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) concernant les articles 6 (droit à un procès équitable), 10 (droit à la liberté d'expression) et 11 (liberté d'assemblée) de la Convention européenne des droits de l'homme. Les recherches visaient à aider le partenaire à préparer une réplique dans le cadre d'un litige devant la CEDH portant sur l'arrestation et la détention d'un manifestant solitaire. Dans un deuxième temps, le partenaire a demandé à l'équipe de faire une recherche sur un éventuel droit de propriété sur les organes au sein de différents systèmes juridiques internes, et plus particulièrement en Amérique du nord, ainsi qu'en France.



HIVER 2015

- **Documenter le recrutement des travailleurs temporaires guatémaltèques au Québec**

Ce dossier concerne le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) qui permet l'embauche de travailleurs et travailleuses étrangèr.e.s temporaires qualifié.e.s ainsi que de travailleurs et travailleuses peu spécialisé.e.s. Au Québec, la majorité des travailleurs et travailleuses dit.e.s peu spécialisé.e.s proviennent du Guatemala et sont embauché.e.s via le « Volet agricole » ou le « Volet des professions peu spécialisées ». Contrairement au Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS), ces volets du PTET ne prévoient pas le déroulement de la sélection et du recrutement des travailleurs et travailleuses et n'encadrent pas ce processus. Il semble que des pratiques de recrutement abusives soient vécues par différentes catégories de travailleurs et travailleuses étrangèr.e.s temporaires. Ainsi, le dossier client visait à documenter les pratiques intervenant au moment de la sélection et de l'embauche des travailleurs et travailleuses étrangèr.e.s temporaires guatémaltèques. Le mandat s'inscrit dans la continuité du travail effectué par d'autres équipes de la CIDDHU, qui a principalement consisté en une recherche documentaire sur la situation des travailleurs et travailleuses étrangèr.e.s temporaires au Canada.

- **Rédiger un mémo juridique pour la Cour européenne des droits de l'homme**

Une équipe d'étudiants a participé à la rédaction d'un mémo juridique visant à développer l'argumentation juridique au soutien d'une requête devant la Cour européenne des droits de l'homme. La finalité de ce projet visait à dénoncer des violations des droits humains commises dans le cadre d'un procès civil. L'équipe a notamment travaillé à élaborer une stratégie argumentative portant sur les articles 6 (1), 10 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, soit le droit à un procès équitable, le droit à la liberté d'expression et l'absence de recours utile pour les victimes.

- **Rédiger un guide concernant les normes internationales applicables aux personnes en situation d'itinérance au Brésil**

Le mandat consistait à réaliser un rapport faisant état des normes internationales relatives aux personnes vivant en situation d'itinérance, en lien avec un projet sur les droits des personnes sans abri de Joinville, mené par la *Clinique des droits humains d'Univille*, au Brésil. La première partie du rapport dressait l'état des enjeux d'itinérance en se basant sur les conventions internationales, la doctrine, ainsi que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. La deuxième partie du rapport présentait des exemples de politiques publiques mises en œuvre dans différentes régions du monde, tout particulièrement dans les municipalités de différents États, comme mesures possibles de mise en œuvre des droits des personnes en situation d'itinérance. Ce rapport constitue un guide et un outil pour la clinique d'Univille dans le cadre de son projet relatif à la situation des personnes itinérantes à Joinville.





- **Rédiger un guide de formation sur les pratiques adéquates à adopter par les policiers et agents pénitentiaires en Guinée**

Ce mandat, en collaboration avec le *Centre guinéen de promotion et de protection des droits de l'Homme* (CPDH), consistait à réaliser un manuel de formation en vue de la mise en œuvre d'une partie des recommandations formulées par le Comité contre la torture (CAT) à l'endroit de la République de Guinée. Plus précisément, le manuel de formation vise deux catégories d'agents de l'État guinéen: les policiers et les agents pénitentiaires. Comme ces agents jouissent de pouvoirs de contrainte, le manuel vise à les former en ce qui concerne l'interdiction de la torture, les effets préjudiciables de la torture et les bonnes pratiques à adopter pour prévenir la torture.

- **Documenter les bonnes pratiques en matière de participation citoyenne pour les entreprises**

En partenariat avec l'organisme montréalais *Connexion Justice Sociale*, une équipe d'étudiant.e.s a travaillé à la réalisation d'un guide de mise en œuvre pratique destiné aux entreprises en matière de participation citoyenne. Le guide fait état de 12 principes directeurs destinés à favoriser la participation de la société civile dans le cadre des divers projets de développement économique menés par les entreprises au sein des communautés. Le mandat consistait à faire le recensement des principes essentiels applicables en matière de participation citoyenne, répertorier les bonnes pratiques quant à la mise en œuvre de ces principes, en plus de procéder à la rédaction du guide.

- **Documenter l'accès aux soins de santé pour les migrantes à statut précaire**

Une équipe d'étudiantes de la CIDDHU a produit un rapport sur l'accès aux soins de santé des migrantes à statut précaire ainsi que celui de leurs enfants nés au Canada, en collaboration avec Médecins du Monde Canada. Cette initiative vise à mettre en œuvre une stratégie de défense du droit à la santé des migrantes à statut précaire dans une perspective d'équité et de justice sociale. Pour ce faire, l'équipe a rédigé un état des lieux sur la situation des migrantes à statut précaire en mettant en lumière les différents obstacles rencontrés dans l'accès aux soins périnataux, qu'ils soient de nature législative, administrative, linguistique ou autre. Le travail a également consisté à établir les standards juridiques internationaux applicables à leur situation.



CONFÉRENCES

Conférence Automne 2014

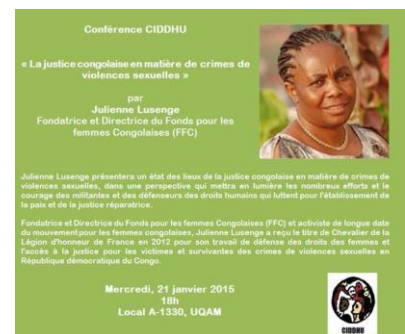
À l'automne 2014, Me Patrice Florvilus a donné une conférence dans le cadre du cours CIDDHU sur son expérience en tant que défenseur des droits humains en Haïti. Dans un premier temps, il a exposé les réalités vécues du travail sur le terrain, et par extension, les raisons qui l'ont poussé à se lancer dans ce domaine. Une des raisons principales était ses préoccupations marquées pour les problèmes liés aux droits des paysans à la terre, à l'important taux d'analphabétisme et à la disparité profonde entre les riches et les pauvres dans son pays d'origine. Dans un deuxième temps, Me Florvilus a traité des événements importants de son parcours, dont la fondation du *Bureau d'accompagnement juridique des mouvements sociaux haïtiens défenseurs des opprimé.e.s (DOP)*. La conférence, de par la réflexion sur certains enjeux allant de l'importance d'un système éducatif jusqu'aux enjeux systémiques liés au manque de coordination de la solidarité internationale dans un pays en reconstruction comme Haïti, était particulièrement intéressante. Enfin, les échanges avec les étudiant.e.s ont permis de faire ressortir les outils essentiels que doit posséder tout bon défenseur des droits humains dans l'accomplissement de son travail.



Conférence Hiver 2015

« La justice congolaise en matière de crimes de violences sexuelles »

Le 21 janvier 2015, la CIDDHU a accueilli Julienne Lusenge, fondatrice et directrice du Fonds pour les femmes congolaises (FFC) et récipiendaire de la Légion d'honneur de France en 2012, dans le cadre d'une conférence attendue sur « La justice congolaise en matière de crimes de violences sexuelles. » Au cours de son intervention, Mme Lusenge a rappelé le contexte entourant le début du conflit au Congo et les impacts de la guerre sur les femmes. Entre autres, la conférencière a abordé les violences auxquelles les femmes sont toujours confrontées en rappelant l'existence de la culture du viol dans son pays d'origine. Mme Lusenge a profité de l'occasion pour expliquer les difficultés auxquelles son organisation est fréquemment exposée, notamment au niveau de la formation des juges et de la sensibilisation des Congolais à l'égalité des genres. L'audience a été particulièrement intéressée d'entendre les solutions proposées par Julienne Lusenge pour assurer la protection des droit des femmes, via notamment le recours au droit international.





« Les effets pratiques de l'adhésion de la Palestine au Statut de la CPI »

Le 6 février 2015, la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDDHU) et le Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM) ont eu le privilège de recevoir le professeur Marco Sassòli lors d'une conférence portant sur les effets pratiques de l'adhésion de la Palestine au Statut de la CPI. Professeur à l'Université de Genève, Marco Sassòli est également directeur du département de droit international public et organisation internationale, en plus d'être commissaire au sein de la Commission



internationale de juristes. Au cours de la conférence, M. Sassòli a abordé des enjeux tels que la rétroactivité du Statut de la Cour pénale internationale (CPI) et les impacts concrets de l'adhésion de la Palestine sur la dénonciation des crimes commis dans le contexte du conflit israélo-palestinien. La conférence s'est conclue par une discussion avec l'audience sur la dénonciation et le châtiment adéquat devant être appliqués aux crimes commis durant le conflit israélo-palestinien.



« Les droits sociaux économiques en Haïti dans un contexte post-séisme »

Le 24 mars 2015, la CIDDDHU a eu la chance de recevoir Me Patrice Florvilus dans le cadre d'une conférence portant sur les droits économiques, sociaux et culturels en Haïti dans un contexte post-séisme. Au cours de son intervention, Me Florvilus a abordé les difficultés en lien avec la reconstruction de



son pays d'origine à la suite du tremblement de terre de 2010. Il a rappelé les contraintes toujours existantes quant à l'accès au logement et à l'eau potable. Les propositions amenées par l'intervenant pour améliorer les droits économiques, sociaux et culturels en Haïti ont été commentées par de nombreux membres de la diaspora haïtienne s'étant joints à la population estudiantine pour assister à la conférence.



LES ÉTUDIANT.E.S CHEZ NOS PARTENAIRES

Stage d'Andrey Leshyner auprès de Connexion Justice Sociale (CJS)

À l'hiver 2015, Andrey Leshyner a effectué un stage auprès d'un partenaire de la CIDDHU, soit CJS, une organisation sans but lucratif basée à Montréal et œuvrant dans le domaine de la défense des droits humains, notamment par le biais d'activités en matière d'éducation et de plaidoyer sur le sujet de la pauvreté et des inégalités mondiales.

L'objectif général du stage était de mettre sur pied le programme *Éduconnecteur* qui vise l'établissement et la compilation de données fiables sur l'enseignement des droits humains au niveau secondaire. Ce faisant, le programme a été développé par et pour les étudiant.e.s et les enseignant.e.s qui ont collaboré avec CJS. La création de ce programme a été effectuée en étroite collaboration avec la coordination d'*Éduconnexion* composée d'enseignant.e.s et d'intervenant.e.s communautaires adoptant une approche basée sur la responsabilité citoyenne et la citoyenneté mondiale relative aux droits humains, sur l'environnement et sur la justice sociale.





Stage de Justine Monette Tremblay auprès du Mouvement contre le viol et l'inceste (MCVI)



À l'hiver 2015, Justine Monette Tremblay a été stagiaire chez un partenaire de la CIDDHU : le Mouvement contre le viol et l'inceste (MCVI). Il s'agit d'un organisme basé à Montréal depuis 40 ans qui lutte contre la violence sexuelle à l'égard des femmes. Depuis une dizaine d'années, le MCVI a développé une expertise en matière d'accompagnement des femmes demandeuses d'asile au Canada qui ont vécu de la violence sexuelle dans leur pays d'origine. Durant son stage, Justine a été appelée à rédiger de nombreux rapports concernant la situation juridique et politique des femmes dans différents pays. Ces rapports ont pour objectif de renforcer la preuve déposée à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié par la demandeuse en validant son témoignage, en illustrant les dangers encourus et surtout, en démontrant l'incapacité du pays d'origine d'assurer la protection de la femme. Également, Justine a accompagné et soutenu plusieurs femmes dans leurs démarches judiciaires, que ce soit lors de convocations des agents des services frontaliers ou lors des audiences de la Commission.

Une fois son stage complété, Justine a été engagée pour un mandat de trois mois. En plus de rédiger ces rapports, elle a participé à l'organisation d'événements politiques locaux et internationaux concernant les droits des femmes, contribué à la construction du site internet et surtout, elle a élaboré des outils adressés aux femmes réfugiées et aux



intervenantes du MCVI concernant la défense des droits des femmes demandeuses d'asile. À la fin de son mandat, Justine a poursuivi son implication au MCVI en rédigeant des rapports de manière ponctuelle et en formant les nouvelles stagiaires à la recherche, la rédaction et aux droits des femmes demandeuses d'asile dans le système canadien.



ÉQUIPE D'AVOCAT.E.S

MIRJA TRILSCH

Mirja Trilsch est professeure au département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) où elle enseigne le droit constitutionnel et le droit international des droits de la personne. Elle est détentrice d'une maîtrise (LL.M.) en droit international et comparé des droits humains de l'Institut de droit comparé de l'Université McGill. En 2007, elle a obtenu son doctorat avec mention *summa cum laude* de l'Université de Düsseldorf (Allemagne), sa thèse portant sur la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels. Avant de se joindre à l'UQAM, d'abord comme chargée de cours et ensuite comme professeure, Mme Trilsch a enseigné à la faculté de droit de l'Université de Düsseldorf et a œuvré auprès du Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie.



Depuis 2011, elle est la directrice de la Clinique Internationale de Défense des Droits Humains de l'UQAM (CIDDDHU). Elle publie régulièrement dans le domaine des droits de la personne et a agi à titre de rapporteur national (Canada) au Congrès de l'Académie internationale de droit comparé en 2014 pour le sujet « Les droits sociaux et économiques en tant que droits fondamentaux ». Ses recherches actuelles portent sur la place de la justice sociale en droit constitutionnel canadien, projet pour lequel elle a reçu une importante subvention de recherche du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Me ELISE HANSBURY



Détentrice d'une maîtrise en études internationales, avec une spécialisation en droit international, de l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève, Elise Hansbury poursuit actuellement ses études doctorales sous la direction du Professeur Bernard Duhaime à l'UQAM. Son doctorat porte sur le dialogue judiciaire entre les instances internationales en matière de protection des droits humains depuis la perspective interaméricaine.

Pendant son séjour à Genève, elle a été assistante d'enseignement et de recherche à l'Institut de hautes études internationales et du développement et a occupé un poste de juriste junior au sein du Département des normes internationales du travail de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Elle continue d'agir à titre de consultante pour l'Organisation. Elle a intégré l'équipe de la CIDDDHU en mai 2013 en tant que *case manager* dans l'affaire Guayubin. Elle est chargée de cours à la CIDDDHU depuis la session d'hiver 2014.





Me FRÉDÉRIC PAQUIN



Me Frédéric Paquin a travaillé pendant plus de onze ans à titre de plaideur pour le gouvernement canadien. Il a représenté la Couronne devant les tribunaux judiciaires dans le cadre d'actions en responsabilité civile, de recours en contrôle judiciaire et de demandes de nature constitutionnelle, notamment en matière constitutionnelle autochtone. Depuis 2012, Me Paquin enseigne le droit au Collège de Valleyfield dans le cadre du programme de Techniques juridiques. Il supervise également des dossiers à la CIDDHU. Il est présentement chargé de cours à l'Université du Québec à Montréal, où il enseigne le droit autochtone. Enfin, Me Paquin agit à titre d'avocat-conseil en droit administratif et constitutionnel dans le cadre de recours en droit de l'environnement.

Me CATHERINE LAFONTAINE

Me Catherine Lafontaine est membre du Barreau du Québec depuis 2013 et est avocate au sein du cabinet Monette Barakett. Diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international (BRIDI) ainsi que du baccalauréat en droit de l'Université du Québec à Montréal, elle a complété, lors de ses études, un stage de dix mois auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, située à Washington D.C., en tant que Fellow Brian Tittmore. Elle a également participé au concours de plaidoirie Inter-American Human Rights Moot Court Competition pour lequel elle a, par la suite, été entraîneuse et juge. Me Lafontaine s'est engagée au sein de la CIDDHU d'abord à titre d'étudiante, puis comme coordonnatrice pendant un an et demi. Elle a plus récemment encadré des équipes d'étudiants et d'étudiantes en tant qu'avocate responsable de dossiers.



Me DALIA GESUALDI-FECTEAU

Me Dalia Gesualdi-Fecteau est professeure et chercheuse au Département des sciences juridiques de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM. De 2005 à 2012, elle a pratiqué le droit du travail à la Direction générale des affaires juridiques de la Commission des normes du travail. La professeure Gesualdi-Fecteau est aussi affiliée au Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail et a participé à différents projets de recherche, notamment sur les nouvelles formes d'emploi et le travail atypique ainsi que sur les disparités de traitement en milieu de travail. Elle s'intéresse également à la situation, au Canada, des travailleurs étrangers temporaires. Elle a collaboré à la CIDDHU comme avocate chargée d'un dossier à la session d'hiver 2013, à l'automne 2014 et à l'hiver 2015.





Me MILTON JAMES FERNANDES

Me Milton James Fernandes, BA (York), LLB/BCL (McGill), est membre des barreaux du Québec et New York. Avant de se joindre aux rangs de la CIDDHU comme chargé de cours en 2007, il a agi à titre de professeur de droit au sein de l'Université Nationale du Rwanda, et comme encadreur de plusieurs équipes d'étudiant.e.s en droit, au sein de l'Université McGill et de l'Université Nationale du Rwanda dans le cadre du concours de plaidoirie de droit international public renommé, le Philip C. Jessup International Law Moot.



Lors de son parcours professionnel, il s'est impliqué dans divers dossiers pour le compte de plusieurs victimes afin de contribuer au développement des régimes effectifs de protection des droits de la personne tant au Canada qu'au niveau international. À ce titre, celui-ci a comparu devant de multiples instances judiciaires telles que la Cour suprême du Canada et le Comité des droits de l'homme de l'ONU. Il a également des dossiers pendants devant la Cour européenne, et au sein du système interaméricain.

Au cours de 2015, Me Fernandes a plaidé devant la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Loyola c. Québec (Procureur général)* 2015 CSC 12, un important appel portant sur la liberté de religion dans le contexte particulier de la réglementation par l'État des écoles confessionnelles. Il a également témoigné de certains développements importants au Burkina Faso dans le dossier hautement contesté concernant l'assassinat (toujours non résolu) de Thomas Sankara, l'ancien Président Bukinabé (dit le *Che Guevera* d'Afrique) ayant agi préalablement pour la famille Sankara devant le Comité des droits de l'homme dans *Sankara et al. c. Burkina Faso* 1159/2003 dans cette affaire.

Me MARC PERRON

Me Perron s'est joint à l'équipe de la CIDDHU en tant qu'avocat et chargé de cours en 2010. Avocat, médiateur agréé et arbitre de différends, il est membre



du Barreau du Québec depuis 1987 et il est associé du cabinet LPLV à Montréal. Il a complété un baccalauréat ès sciences (Psychologie), sa License en droit ainsi que la scolarité de maîtrise en droit international. Ancien étudiant de la CIDDHU (2008), il a participé à la rédaction d'un rapport sur la situation de l'enregistrement des naissances et le droit à l'éducation à travers le monde qu'il a eu la chance de présenter devant le Comité des droits de l'enfant, à Genève, en septembre 2008. Me Perron exerce sa pratique principalement en litige commercial et droit du travail, il a été membre de divers comités du Barreau du Québec et du Barreau de Montréal, au sein desquels il demeure un participant actif.



Me BERNARD DUHAIME

Bernard Duhaime est professeur au Département des sciences juridiques de l'UQAM. En 2005, il a fondé la CIDDHU, qu'il a dirigée pendant plusieurs années. Il contribue à la promotion et la défense des droits humains depuis 1996, ayant collaboré avec plusieurs organisations de défense des droits de la personne et des peuples autochtones, des avocats et défenseurs des droits humains, des organisations internationales ainsi que des États. Dans le cadre de ses activités à la CIDDHU, il a entre autres représenté avec succès les victimes dans les affaires Chitay Netch c. Guatemala et Nadège Dorzema et al. c. République dominicaine, devant la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme. Le Pr Duhaime a produit de nombreuses publications et rapports institutionnels dans ses domaines d'expertise et a été chercheur et professeur invité dans des universités aux États-Unis, en Amérique latine et en Europe. Avant de rejoindre l'UQAM, il était avocat à la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA. Depuis le 1^{er} décembre 2014, il agit à titre de membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (ONU).





NOUVELLES RECRUES

ALEJANDRO LORITE ESCORIHUELA



Alejandro Lorite est professeur de droit international et s'est joint au Département des sciences juridiques de l'UQAM en 2014. Avant de venir à Montréal, il a enseigné le droit international et les droits de la personne dans diverses universités, au Caire, à Helsinki, à Addis Ababa, à Paris, et à Boston. Ses intérêts et sa recherche portent sur les fondements du droit international des droits humains, sur le droit des conflits armés et plus généralement sur la légitimation de la violence par le droit. Il est diplômé des universités de Genève et de Harvard, ainsi que de l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement à Genève.

Me JEAN-PHILIPPE MAC KAY



Me Jean-Philippe Mac Kay est membre du Barreau du Québec. Il détient une formation en droit civil (B.C.L.) et en common law (LL.B.) de la Faculté de droit de l'Université McGill, de même qu'un baccalauréat en relations internationales et droit international de l'Université du Québec à Montréal. Ancien participant de la CIDDHU, Me Mac Kay a également accompli un stage d'auxiliaire juridique auprès de l'Assistance des Nations Unies au procès des Khmers rouges. Il travaille actuellement auprès d'un juge de la Cour d'appel du Québec à Montréal à titre d'avocat-rechercheur. Passionné des rapports juridiques entre l'État et les sujets de droit, Me Mac Kay s'intéresse particulièrement au contrôle judiciaire de l'action administrative.





CASE MANAGERS

ANISSA BIDARYN

Anissa Bidariyn est actuellement étudiante à la maîtrise en droit international et rédige un mémoire sur la pertinence du droit international et des institutions internationales actuelles relativement aux nouveaux enjeux de droits humains liés aux technologies de l'information et de la communication. Elle



est titulaire d'une licence en droit privé ainsi que d'une maîtrise en droit privé et carrières judiciaires de l'Université Paris XI. Anissa Bidariyn a participé à la CIDDHU à l'hiver 2014 en tant qu'étudiante, puis à l'automne 2014 et à l'hiver 2015 en tant que case manager.

Me MARYSE DECARIE-DAIGNEAULT

Me Maryse Décarie-Daigneault est diplômée d'un baccalauréat en droit international et relations internationales, ainsi que d'un baccalauréat en droit. À la suite de sa participation à la CIDDHU à l'hiver 2010, elle a effectué un stage au Mexique auprès de la Coalición de Mujeres Unidas Rumbo al Desarrollo dans le cadre du projet Jurisprudence autochtone. Elle travaille maintenant comme chercheuse auprès de la Cour d'appel du Québec.

RAPHAËLLE DESVIGNES

Étudiante au baccalauréat en droit de l'UQAM et diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international de la même institution, Raphaëlle a participé à la CIDDHU en 2012. Sous la direction de Nicolaos

Strapatsas, elle s'est alors engagée à la clinique dans le cadre d'un dossier de droit pénal international. Désirant continuer son implication au sein de la CIDDHU et militer de diverses façons pour le respect des droits humains ici et ailleurs, elle a été case manager en 2015.



CORALIE FOURNIER-RIENDEAU

Coralie Fournier-Riendeau est diplômée de l'UQAM en relations internationales et droit international et effectue présentement une maîtrise en droit international. Elle a participé à la CIDDHU comme étudiante au baccalauréat à l'automne 2011 et à la maîtrise à l'automne 2012. Lors de ces deux collaborations avec la CIDDHU, elle a travaillé en partenariat avec la société civile russe dans le but d'aider à la préparation de requêtes à la Cour européenne des droits de l'homme. En 2014, elle renouvelle son expérience avec la Clinique, cette fois à titre de case manager avec ce même partenaire.



SAÏD HAMMAMOUN

Saïd Hammamoun est présentement chargé de cours à l'UQAM et à l'Université de Montréal. M. Hammamoun est titulaire d'un doctorat en droit et a été chercheur postdoctoral au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal. Sa thèse porte sur les clauses relatives aux droits de la



personne dans les accords extérieurs de l'Union Européenne. Ses domaines d'expertise sont le droit international et européen des droits de la personne, les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de la personne, le droit de l'Union européenne, la gouvernance des politiques migratoires et enjeux sécuritaires et les droits fondamentaux. Il collabore par ailleurs à la revue *European Foreign Affairs Review* en sa capacité de Deputy Editor. M. Hammamoun a intégré l'équipe de la CIDDHU en 2014 à titre de case manager.

STÉPHANE TREMBLAY



Stéphane Perron Tremblay est diplômé du baccalauréat en relations internationales et droit international de l'Université du Québec à Montréal

et poursuit présentement des études de droit à la même université. Il a participé à la CIDDHU à l'automne 2013 et a eu la chance de travailler à la production d'un rapport d'observations sur la mise en œuvre des mesures de réparation ordonnées par la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans le cadre de l'affaire *Nadège Dorzema c. République dominicaine*. Il a, par la suite, effectué un stage terrain en République dominicaine au sein d'un organisme partenaire de la CIDDHU : le *Centro Cultural Dominico-Haitiano*. Stéphane a finalement agi à titre de personne ressource pour la CIDDHU à l'automne 2014 et à titre de case manager en hiver 2015.

MARION VIAU

Marion Viau est diplômée en relations internationales et droit international à l'UQAM, et a également complété un Master en Affaires



internationales à Sciences Po Paris. Dans le cadre de son baccalauréat, elle a participé à titre d'étudiante à l'un des dossiers en cours de la CIDDHU. Lors de son Master, elle a réalisé son stage au *Centro Cultural Dominico-Haitiano* dans le but d'appuyer la documentation des preuves dans le dossier Guayubin, et de mener une étude de terrain sur la violation du droit à l'enregistrement des Dominicains et Dominicaines d'ascendance haïtienne en République dominicaine. Elle travaille maintenant en tant que responsable de la production et de la post-production au sein de l'ONG Conseil Canada, qui réalise des campagnes de collecte de fonds dans la rue au profit des ONG.

La CIDDHU tient à remercier chaleureusement le travail de tous les superviseurs de dossiers et case managers de l'année 2014-2015!



COORDONNATRICE

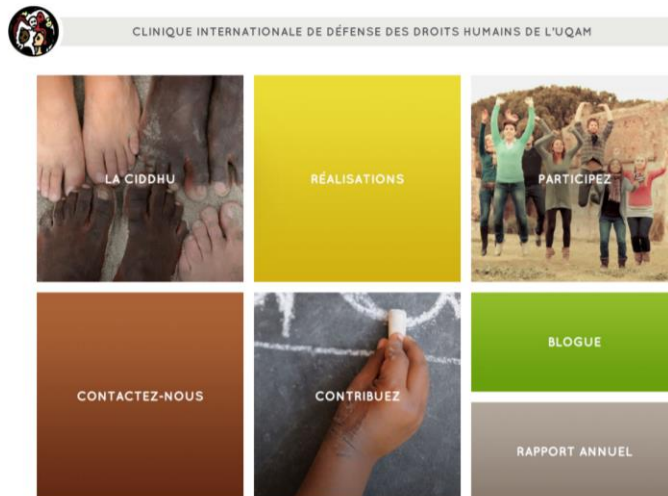
ANDRÉA ROUSSEAU



Andréa est coordonnatrice depuis la session d'hiver 2014. Diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international, elle complète présentement son baccalauréat en droit à l'UQAM. Lors de son passage à la Clinique comme étudiante à l'hiver 2012, elle a travaillé sur le rapport « Femmes autochtones au Canada: discrimination intersectionnelle et droit à l'identité » présenté devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Elle a terminé son mandat à la coordination à la session d'hiver 2015. Nous la remercions pour son bon travail et nous souhaitons la bienvenue au nouveau coordonnateur de la CIDDHU Stéphane Perron-Tremblay !

NOUVEAU SITE WEB DE LA CIDDHU

C'est avec grand enthousiasme que nous vous invitons à visiter le nouveau site web de la CIDDHU qui a été mis en ligne le 25 septembre 2015. Vous y trouverez par ailleurs les différents rapports annuels de la Clinique ainsi que bon nombre de ses réalisations qui ont été rendues publiques. Vous pourrez également y voir les diverses activités organisées par la Clinique, notamment dans le cadre de son 10e anniversaire.   vos claviers!



www.ciddhu.uqam.ca/



FINANCEMENT

Une fois de plus cette année, la CIDDHU a pu compter sur le soutien financier de plusieurs associations étudiantes de l'UQAM, soit l'Association Facultaire Étudiante de Science Politique et Droit de l'UQAM (AFESPED), l'Association des Étudiantes et Étudiants en Droit de l'UQAM (AEDUQAM) (AEDUQAM) et l'Association Étudiante du Module de Science Politique de l'UQAM (AEMSP-UQAM).

De plus, nous sommes fiers de pouvoir compter sur les dons de certain.e.s collègues, ancien.ne.s étudiant.e.s et ami.e.s qui contribuent au développement de la CIDDHU, année après année.

Finalement, la CIDDHU tient à souligner l'apport du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ) dans le cadre des projets d'intégration des chargés et chargées de cours. La contribution du SCCUQ a rendu possible la création d'un guide des chargé.e.s de cours qui vise à faciliter l'intégration des nouveaux et nouvelles encadreur.e.s de la CIDDHU.

Malgré cet appui, la Clinique continue d'éprouver des besoins criants en matière de soutien financier pour garantir la poursuite de ses projets et permettre la gestion, l'administration et la coordination de ses équipes d'étudiant.e.s, de ses initiatives et de ses partenariats à l'étranger.

Si vous désirez contribuer vous aussi au succès de la CIDDHU, nous vous invitons à faire parvenir vos dons :

En ligne :

<http://www.fondation.uqam.ca>

ou par courrier:

M. Badreddine Maamar, Fondation de l'UQAM

Case postale 8888, succ. Centre-Ville

Montréal (Québec), Canada H3C 3P8

Tel : + 1 (514) 987-3000 poste 4805

Fax : + 1 (514) 987-6739

Courriel : fondation@uqam.ca

No d'enregistrement de l'organisme : 11892 1808 RR0001





CLINIQUE INTERNATIONALE DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS DE L'UQAM

Université du Québec à Montréal
Faculté de science politique et de droit
Département des sciences juridiques
Case postale 8888 Centre-ville
Montréal, Québec
H3C 3P8
CANADA

Téléphone : +1 (514) 987-3000 poste 2439 ou 3892

Fax: +1 (514) 987-4784

Courrier électronique : coordination.cidhdu@gmail.com

Site internet : <http://www.cidhdu.uqam.ca>